

Continuité pédagogique ou rupture d'égalité ?

L'enseignement à distance ne doit pas être la mise à distance de notre projet éducatif

L'impérieuse et immédiate « continuité pédagogique » a été promulguée le 12 mars au soir, après des semaines de déni, sans préparation ni réflexion ni consultation.

Nous mesurons peu à peu combien ce télé-enseignement fait écran à toute tentative de réflexion éthique et pédagogique, déjà parasitée pendant trois jours par des injonctions aussi médiatisées qu'anxiogènes et contradictoires. Pour le ministre Blanquer et sa chaîne de « commandement » administratif, l'urgence, c'était de mettre tout le monde au travail quels qu'en soient les risques. La « nation apprenante » se devait d'envoyer ses petits soldats sur le front de la bataille scolaire et pédagogique.

Combattre les inégalités, n'abandonner aucune famille sur les bas-côtés des autoroutes numériques, accueillir la vie et les angoisses liées à la mort dans le contexte de la pandémie ? Assurément, là n'étaient pas les préoccupations premières du ministre de l'éducation nationale. Pourtant, l'accès à l'éducation, comme celui aux loisirs et à la culture, est un droit pour chaque enfant, chaque jeune.

Pour nous, l'indispensable réponse sanitaire ne saurait autoriser toutes les dérives marchandes ni acter le renoncement, y compris en période de confinement, aux valeurs communes d'égalité et de fraternité de l'école publique.

Nous sommes prêts, disait le ministre.

Prêt-es... sur le plan informatique ? Le ministre aurait mieux fait d'annoncer une semaine de transition, le temps de pouvoir s'organiser avec les familles et de ne pas laisser nos élèves sans boussole dans la jungle des plateformes numériques. Mais non, l'important était de communiquer sans fin : tout était sous contrôle...

Les innombrables bugs témoignent pourtant bien de cette impréparation : ENT (Espaces numériques de travail), logiciels et plateformes s'arrêtent, saturés par les milliers de connexions simultanées inédites. « Il y a des trous dans la raquette », reconnaît Monsieur Blanquer, oubliant que la raquette numérique de l'Éducation nationale est en réalité une vraie passoire (matériel insuffisant, obsolète et inadapté par rapport aux besoins, même en temps normal).

Depuis des années, l'Éducation nationale se retrouve coincée entre ses propres outils sous-dimensionnés et des plateformes privées qui tirent un juteux profit du désengagement de l'État. Ce qui prime pour les ministres, ce sont les supports dématérialisés qui aiguisent les appétits financiers de l'économie digitale.

Restent les problèmes essentiels sur lesquels l'institution ferme les yeux : en premier lieu le logement, puis les inégalités sociales et la fracture numérique.

Ces inégalités que nous tentons quotidiennement de combattre et d'atténuer se font criantes et sont préoccupantes, surtout si cette situation devait se prolonger. Inégalités dans l'accès à un logement permettant de vivre et d'étudier dignement, inégalités dans l'accès à un matériel informatique et à une connexion, inégalités dans l'accompagnement face au travail, entre les familles qui ne maîtrisent pas les codes et le langage de l'école – et qui bientôt seront pointées du doigt pour leur « démission » –, et celles qui réagissent

en fonction de ce qu'elles en connaissent, recherchant batteries d'exercices et d'évaluations.

Mais aujourd'hui, nous voilà seul·es posté·es devant un ordinateur, soumis·es à une exigence productiviste et techniciste : produire du cours, mettre en ligne, appliquer les vieux schémas « exercices-contrôle, exercices-contrôle ».

Prêt·es... sur le plan pédagogique ? Les enseignant·es ont répondu présent·es pour honorer la promesse de continuité pédagogique à laquelle le ministre Blanquer s'est engagé, à leur place.

Conscient·es de l'importance de leurs missions, les enseignant·es passent des heures à transformer leurs cours pour qu'ils soient accessibles à distance, se forment sur le tas aux multiples outils informatiques qui leur sont proposés (ou imposés), sous la pression continue de l'institution, mais aussi du désarroi des parents et des jeunes angoissé·es par le travail que l'école continue à imposer, même en confinement sanitaire, même à distance.

Et pourtant, les notions de « pédagogie » et de « distance » sont-elles seulement compatibles, surtout lorsque cela se fait dans l'urgence ? Les professionnel·les du télé-enseignement, dont nous ne sommes pas, nous diront assurément que tout cela ne s'improvise pas.

Une pédagogie digne, inclusive et au service de tou·tes ne se résume pas à des supports ou à des outils. Contrairement à son homologue belge qui a communiqué sur les enjeux pédagogiques soulevés par le confinement, M. Blanquer ne nous parle que d'outils, de technique, de programme, d'exercices et surtout d'évaluations.

C'est bien là que se mesure le fossé abyssal entre notre vision de la pédagogie et celle du ministre qui, une fois de plus, la réduit à une unité de mesure et un instrument de contrôle de notre « rentabilité » où le quantitatif l'emporterait sur le qualitatif.

Parler « continuité pédagogique », c'est parler pédagogie : lier, délier, relier... les élèves, les enseignant·es et les savoirs. Avec des priorités : garder le contact avec toutes et tous, construire du collectif, former à l'autonomie, s'appuyer sur leur avis, faire découvrir le plaisir d'apprendre, créer de la solidarité, accompagner les jeunes – tou·tes les jeunes – les familles – toutes les familles –, et non pas se contenter de mettre à disposition du travail, sans penser à la manière dont il est reçu et perçu. Apprendre c'est faire quelque chose qu'on ne sait pas faire. Les jeunes ont besoin pour cela d'être en sécurité, d'être étayé·es par le groupe, par l'enseignant·e. Il ne suffit pas d'envoyer des « contenus » pour que l'apprentissage se fasse.

Tout comme le président Macron a mis le travail dans l'entreprise au centre de la vie des Français·es confiné·es, le ministre Blanquer met le travail au centre de la continuité pédagogique. Un travail assommant et lui-même anxiogène pour toutes et pour tous, adultes comme enfants car, il faut bien le dire, il serait sans doute inquiétant pour le pouvoir que chacun·e ait du temps pour penser à soi, pour observer l'école, la société et aiguïser son regard critique.

Prêt·es... sur le plan éthique et humain ?

Même en situation de crise grave, le technocrate Blanquer paraît incapable de penser les vrais enjeux. Pour les familles comme pour les personnels, ni l'angoisse de la maladie et de la mort, ni l'expérience du deuil ne semblent prises en considération par l'institution.

Oui, nous avons besoin de temps, pas forcément longtemps, pour réfléchir et inventer une relation pédagogique inédite qui ne sacrifie pas l'humain sur l'autel de la technique. La « continuité pédagogique » ne doit pas mettre à mal les gestes professionnels qui

rythme quotidiennement notre travail avec les jeunes : bienveillance, accompagnement, conseils. Or maintenant, c'est à qui devra rendre le plus de travail, à qui parviendra fournir autant de cours que d'heures sur l'emploi du temps. Gavage, activités occupationnelles, tout cela sans prise en compte de la situation des foyers dans lesquels nos élèves évoluent. Pris-es dans l'urgence de la « continuité pédagogique », les enseignant-es n'ont plus de repère.

Devons-nous détourner le regard lorsque nous nous apercevons que des élèves n'ont pas la possibilité de se connecter, lorsque nous constatons que peu parviennent à rendre le travail demandé, lorsque les familles nous envoient des messages de détresse, assommées qu'elles sont par la masse de travail des enfants cumulée à leurs propres obligations professionnelles (en télé-travail ou à l'extérieur) ?

La « continuité pédagogique » met en lumière de manière criante et alarmante toutes les inégalités qui traversent l'enseignement et contre lesquelles nous luttons chaque jour. Pourtant, maintenir du lien avec nos élèves implique de poursuivre la réflexion sur les adaptations, les inclusions (des élèves en situation de handicap, de celles et ceux à profil particulier, des allophones, des élèves de sepa, etc.), la prise en compte des besoins de chaque élève. Mais ce qui est mis en avant est l'exigence de travail à poursuivre, coûte que coûte... Et il nous en coûte beaucoup !

Nous sommes saisi-es par un vertige douloureux en prenant conscience que, par cette « continuité pédagogique », nous risquons d'entériner et de renforcer les inégalités, de violenter jeunes et familles en leur imposant une cadence de travail irresponsable.

N'adressons pas à nos élèves des directives aussi directives que celles du ministre !

Dans la situation exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons, quel est, en effet, notre rôle d'enseignant-e ? Quel est le sens de l'éducation et de l'école ?

Ce que devrait être une véritable continuité pédagogique

Notre ministre applaudit la promptitude avec laquelle les enseignant-es ont mis en ligne du travail pour les élèves, voulant y voir, comme à son habitude, le signe d'une adhésion à ses directives.

Mais, même dans ces circonstances exceptionnelles, nous restons des expert-es pédagogiques de terrain qui refusons le rôle de simples exécutant-es isolé-es derrière leur écran. Ne laissons pas les établissements scolaires se transformer en Call center ni les élèves devenir des clones numériques ou des ouvrièr-es du clic.

Les impensés de la « continuité pédagogique » exacerbent également le phénomène de « grand partage » scolaire, entre les « élu-es » des filières générales et les « réprouvé-es » des filières technologiques et de la voie professionnelle. Quelle place pour les travaux pratiques, pour l'apprentissage en ateliers, fondamentaux dans ces filières ? Comment ne pas interpréter cette omission comme une forme de mépris supplémentaire ?

Nous devons construire un enseignement à distance qui ne mette pas à distance les plus fragiles. Pour cela, il est indispensable de prendre du recul, de continuer de réfléchir à des pratiques pédagogiques égalitaires, coopératives et éthiques.

Nous appelons tou.tes les enseignant.es à retrouver du collectif, pour réfléchir ensemble à cette indispensable continuité du lien avec nos élèves et leurs familles, et subvertir de l'intérieur une institution inhumaine qui n'a que la productivité et le travail comme mot d'ordre.

S'appuyer sur la vie, avec ses joies et ses angoisses, penser le monde, même dans ses failles, inciter à la construction et à l'expression d'une pensée critique, autonome et éclairée, s'ouvrir sur l'extérieur et sur les autres, tels étaient les principes qui inspiraient nos pratiques et qui doivent encore, à l'heure actuelle, les inspirer. Il faut pour cela ne pas hésiter à aborder les enjeux humains, existentiels, sociaux et environnementaux que pose la situation présente, et nous dresser contre une conception utilitariste de l'école.

Ne nous laissons pas écraser, isoler, culpabiliser.

Donnons à nos élèves et à leurs familles les moyens intellectuels, pratiques, créatifs de réfléchir et d'agir sur leur condition, de se construire au mieux leur propre avenir, au-delà de ce que leur transmettent leur famille ou l'institution.

L'émancipation pour toutes et tous est et doit rester le cœur de notre métier, de la maternelle à l'université, en passant par les filières technologiques et professionnelles.